

# REPUBLIQUE FRANCAISE Liberté - Égalité - Fraternité

COLLECTIVITE TERRITORIALE
DE GUYANE

\*\*

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MACOURIA

# Séance du mardi 16 septembre 2025 Délibération n°2025-90-VM

L'an deux mille vingt-cinq, le mardi 16 septembre à dix heures, le conseil municipal de la Ville de Macouria dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire à l'annexe mairie, sous la présidence du Maire, Monsieur Gilles ADELSON.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Date de 1<sup>ère</sup> convocation du conseil : 8 septembre 2025

Objet : Approbation du Règlement Local de Publicité (RLP)

## Étaient présents (17) :

M. Gilles ADELSON, Maire, Mme Monique AZER, 1<sup>e</sup> Adjointe au Maire, M. Serge BACE, 2<sup>e</sup> Adjoint au Maire, Mme Yvane CHAND, 3<sup>e</sup> Adjointe au Maire, M. Jean-Yves THIVER, 4<sup>e</sup> Adjoint au Maire, Mme Sandrine PAYET, 5<sup>e</sup> Adjointe au Maire, M. Claude LEMKI, 6<sup>e</sup> Adjoint au Maire, M. Jean-Marie CAREME, 8<sup>e</sup> Adjoint au Maire, Mme Rose DANIEL, 9<sup>e</sup> Adjointe au Maire,

Mme Madly MARIGNAN, M. Eliodore TORVIC, Mme Darling DUFORT, Mme Katia BOSSOU, M. Ismaël NEMOR, Mme Annie RENE, Mme Eda GEORGE, M. Guy GOBER, conseillers municipaux

## Étaient absents mais avaient donné procuration (06) :

Mme Tania GIFFARD CLIFFORD, 7<sup>e</sup> Adjointe au Maire à Mme Darling DUFORT, Conseillère municipale

M. David O'REILLY, Conseiller Municipal, à M. Ismaël NEMOR, Conseiller Municipal Mme Josiane DUPRE, Conseillère Municipale à M. Claude LEMKI, 6<sup>e</sup> Adjoint au Maire Mme Corinne SIGER, Conseillère Municipale à Mme Monique AZER, 1<sup>e</sup> Adjointe au Maire M. Josué MOGE, Conseiller Municipal à Mme Sandrine PAYET, 5<sup>e</sup> Adjointe au Maire M. Augustin BENTH, Conseiller Municipal à M. Guy GOBER, Conseiller municipal

## Étaient absents (10) :

Mme Marthe BOUDEAU, Mme Claudette FAZER TYNDAL, M. Marijono SANIP, Mme Isabelle SERVIUS, Mme Suzanne MAZOE, M. Roméo JEWANI, M. Martin LABRUNE, M. Thierry LOUIS, M. Pascal NACIS, M. Emmanuel PRINCE, **Conseillers municipaux** 

Conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T), **Monsieur Jean-Yves THIVER** a été désigné pour remplir les fonctions de secrétaire de séance qu'il a acceptées.

**Vu** la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, portant modification des dispositions du code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes ;

**Vu** les dispositions du chapitre 1er Titre VIII du livre V du Code de l'environnement relatif à la publicité, aux pré-enseignes et aux enseignes, notamment ses articles L.581-14 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.103-2, L.103-3, L.153-11 et suivants ;

**Vu** la délibération du conseil municipal en date du 20 février 2024 prescrivant l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité (RLP) avec les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation pour ladite élaboration ;

**Vu** le débat sur les orientations du RLP qui s'est tenu au sein du conseil municipal de la commune le 16 décembre 2024 ;

Vu la concertation qui s'est déroulée durant l'élaboration du RLP;

**Vu** la délibération du conseil municipal, en date du 13 février 2025, tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de RLP ;

**Vu** l'arrêté du maire n°2025/29/AG/VM du 23 mai 2025 soumettant le projet de RLP à enquête publique ;

**Vu** le dossier d'enquête publique, les observations exprimées, le rapport, l'avis favorable et les conclusions du commissaire enquêteur ;

**CONSIDERANT QUE** les travaux de co-construction avec les différents partenaires, ainsi que la concertation avec le public, ont permis d'élaborer un règlement local de publicité qui va concilier préservation du cadre de vie, liberté d'expression et liberté du commerce et de l'industrie.

**CONSIDERANT QUE** le projet de RLP va permettre d'encadrer l'impact des dispositifs publicitaires sur le cadre de vie, d'harmoniser la réglementation sur le territoire tout en tenant compte des spécificités locales.

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le RLP, conformément aux dispositions de l'article L.153-21 du Code de l'urbanisme.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

APRES EN AVOIR DELIBERE

**DÉCIDE A L'UNANIMITÉ** 

#### **ARTICLE 1:**

- **D'approuver** le règlement local de publicité (RLP), tel qu'il est annexé à la présente délibération.
- **D'autoriser** le Maire à prendre tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

### **ARTICLE 2:**

La présente délibération sera publiée conformément aux dispositions des articles L. 2131-1 et R. 2131-1 du code général des collectivités territoriales.

## **ARTICLE 3**:

Le RLP devra être annexé au PLU de la commune à la suite d'une procédure de mise à jour.

### **ARTICLE 4:**

La présente délibération sera transmise par le Maire au préfet de Guyane.

# **ARTICLE 5**:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Guyane dans les deux mois à compter de la date d'accomplissement des formalités de publication et de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Macouria, le 17 septembre 2025